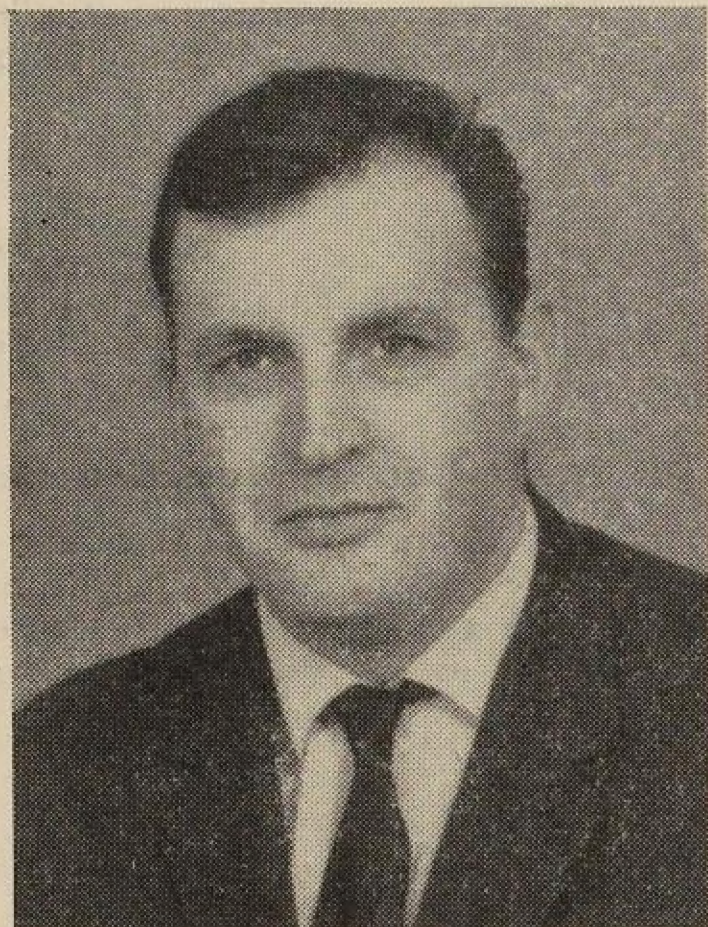


Candidat du Parti Communiste Français



pour l'Union des Forces de
Gauche et Démocratiques

Jean BERTHOLET

Professeur d'Enseignement Général
Membre du Bureau fédéral du P.C.F.
Membre du Bureau, section de Trélazé
Militant syndicaliste dans l'Enseignement

REMPLAÇANTE EVENTUELLE :

Madeleine ALLAIS

Employée des P. et T. - Ancienne Résistante
Ancienne Conseillère Municipale - Militante syndicaliste

A tous les électeurs républicains

Le 5 mars, vous allez choisir le député qui vous représentera à l'Assemblée Nationale. En glissant votre bulletin dans l'urne, vous choisirez également une politique.

A défaut de programme, les candidats de la V^e République se contentent d'affirmer leur soutien inconditionnel à un homme, âgé de surcroît de près de 80 ans.

D'ailleurs, comment MM. FOYER et CHALOPIN pourraient-ils préconiser une politique d'expansion économique et de progrès social, alors qu'ils ont approuvé le V^e plan qui condamne notre département à la sous-industrialisation et aux bas salaires, et voté le budget 67 dont le quart est consacré aux dépenses militaires au détriment des besoins sociaux et culturels des Français ?

Monsieur GRIMAULT est le candidat du Centre Démocrate dans notre circonscription. Nous appelons les électeurs républicains à déjouer les manœuvres du Centre Démocrate de M. LECANUET. Adversaire déterminé de l'Union de la Gauche, le Centre Démocrate approuve l'essentiel de la politique du pouvoir gaulliste, comme le prouve l'attitude des députés Lecanuetistes lors du vote du V^e plan et du budget 67.

C'est pourquoi, les Communistes, soucieux d'œuvrer à l'Union des Forces de Gauche autour d'un programme commun, n'accepteront pas de cautionner des alliances avec des politiciens qui ont toujours pratiqué une politique de Droite.

En votant COMMUNISTE, le 5 mars, les Républicains de notre circonscription se prononceront pour l'Union de toutes les forces de Gauche autour d'un programme commun de gouvernement.

En votant COMMUNISTE, vous contribuerez à hâter l'avènement d'une véritable démocratie qui, dans une France libérée de la domination des grands privilèges, œuvrera à l'expansion économique, au progrès social, dans l'indépendance nationale et la paix.

Bertholet

Une autre politique est possible !

NOTRE PROGRAMME PRÉVOIT :

Trois réformes fondamentales :

- la **nationalisation** des grandes banques d'affaires et des grandes sociétés industrielles ;
- l'**abandon du V^e plan** et son remplacement par un plan de développement économique mettant fin aux déséquilibres régionaux ;
- la **réforme démocratique de la fiscalité**.

Une politique de progrès social :

Le Maine-et-Loire est le 73^e département pour les salaires. L'implantation d'industries nouvelles dans notre circonscription, la suppression des abattements de zone, permettraient aux salariés angevins ne plus être les parents pauvres parmi les salariés de notre pays.

Un enseignement démocratique et le développement de la formation professionnelle :

Le but de la réforme gaulliste de l'Enseignement est d'éliminer. Nous proposons la **démocratisation de l'Enseignement**. Plus de 60 % des jeunes Angevins entrent dans la production sans avoir appris un métier. Nous vivons à une époque caractérisée par l'essor des sciences et des techniques. Le devoir d'un régime démocratique est de préparer les jeunes à l'avenir.

Une politique du logement :

En Maine-et-Loire, la construction H.L.M. diminue, car le **pouvoir gaulliste réduit les crédits**. Mais les besoins augmentent.

Les salariés qui désirent accéder à la propriété doivent être aidés.

L'habitat rural qui, dans notre département, est caractérisé par sa vétusté et son manque de confort doit être l'objet d'une aide importante.

La modernisation de l'agriculture :

Il ne s'agit pas d'éliminer les petits exploitants agricoles, **mais de les aider**. Pour cela, il faut que cesse une politique de discrimination à l'égard des petits paysans.

Les menaces qui pèsent sur les exploitants familiaux de la Vallée de l'Authion doivent disparaître, et le complexe horticole doit permettre d'améliorer leurs conditions de vie.

Les communes doivent être aidées

Un Etat démocratique aura le souci d'aider les communes à se moderniser, à s'équiper (logements, adduction d'eau, écoles, chemins et routes, etc...).

Les libertés communales, fondement de la démocratie, **doivent être défendues**.

Salariés, petits paysans, jeunes et femmes

DIMANCHE 5 MARS

VOTEZ POUR L'UNION DE LA GAUCHE, POUR LA DÉMOCRATIE, POUR LE PROGRÈS SOCIAL

votez communiste dès le premier tour

Jean BERTHOLET